

ENJEUX EUROPÉENS 2010

La Lettre d'Euralia

Spécial Programme de Travail 2010 de la Commission européenne

Comment fonctionne la Commission européenne?

La Commission européenne, créée en 1958 est l'institution qui représente l'intérêt général européen. Son action s'articule autour de 2 principes et 3 compétences clés.

2 principes :

Indépendance : si les Commissaires européens sont nommés par leurs gouvernements respectifs, ils se doivent d'agir en toute indépendance vis-à-vis de leurs attaches nationales, dans le seul intérêt de l'Union.

Collégialité : les positions exprimées par la Commission reflètent les points de vue du collège pris dans son ensemble, et non ceux de ses membres individuellement.

3 compétences clés :

Pouvoir d'initiative : la Commission dispose du monopole de l'initiative législative communautaire. Pourtant, si seule la Commission propose, seuls le Parlement et le Conseil disposent.

Gardienne des traités : la Commission veille au respect et à l'application du droit communautaire

Pouvoir d'exécution : la Commission est l'organe d'exécution des politiques et des actes adoptés par le Conseil

En pratique, le personnel de la Commission est réparti entre trente-six départements, appelés « directions générales » (DG). Chaque DG a la responsabilité d'un domaine particulier et elle a à sa tête un directeur général qui est responsable devant un des Commissaires. Les DG sont elles-mêmes constituées d'unités. Ce sont les administrateurs des unités qui rédigent, dans la pratique, les propositions de réglementation européenne. Le texte proposé fera ensuite l'objet d'une discussion avec d'autres départements de la Commission concernés par l'initiative (consultation interservices). C'est à ce stade que s'effectuent les arbitrages techniques. Ensuite, la proposition « remonte » au niveau des cabinets des Commissaires, pour des arbitrages politiques cette fois. Enfin, la proposition est adoptée par le Collège des Commissaires.

Le saviez-vous?

Vous le verrez dans les pages suivantes, la Commission peut proposer différents types de texte... Voici ci-après un lexique qui en présente quelques uns:

Livre Vert : document dans lequel la Commission invite les parties prenantes à donner leur avis sur un sujet donné ;

Livre Blanc : document qui contient des propositions d'action de la Communauté dans un domaine spécifique ;

Directive : acte normatif communautaire qui contraint les Etats membres quant à l'objectif à atteindre tout en laissant une marge de manœuvre quant aux moyens ;

Règlement : acte normatif communautaire obligatoire dans tous ses éléments dès sa publication au JO de l'UE.

Quelles priorités de travail pour l'année 2010?

Avec quelques mois de retard en raison de la mise en place de la nouvelle Commission européenne, celle-ci a adopté son programme de travail pour l'année 2010 le 31 mars. Intitulée « *le moment d'agir* », la stratégie de la Commission s'articule autour de quatre axes : la sortie de crise et le soutien à l'économie sociale de marché ; la construction d'une Europe des citoyens, avec un accent sur la protection sociale ; la mise en place d'un programme de politique extérieure ambitieux, avec en arrière-plan le nouveau service européen d'action extérieure et une nouvelle stratégie pour la politique commerciale ; enfin, la modernisation des instruments et des modes de fonctionnement de l'UE.

Basé sur les mesures annoncées par Barroso aux députés européens, ce programme s'inscrit dans le contexte politique de la nouvelle stratégie « EU 2020 » et du Sommet européen de mars, ainsi que des discussions à venir sur le budget européen. Le programme s'articule autour de 34 initiatives stratégiques, qui seront mises en œuvre d'ici la fin de l'année et, une fois n'est pas coutume, une liste non exhaustive de propositions, qui seront examinées et mises en œuvre après 2010. L'objectif est d'instaurer un cadre politique qui donne suffisamment de visibilité au Parlement européen et au Conseil, et qui apporte des réponses rapides aux défis immédiats tout en préparant l'avenir de l'Europe.

Pour sortir de la crise économique et financière, la Commission propose des mesures visant à renforcer la surveillance et la coordination économique, à restaurer la viabilité des finances publiques et à assurer la stabilité des marchés financiers. Elle présente également des mesures concrètes visant à faire progresser les initiatives phares de la stratégie « EU 2020 » et à relancer le marché intérieur. Globalement, les priorités du programme 2010 se situent dans la lignée du programme 2009 intitulé « Agir dès maintenant pour une Europe meilleure », tourné vers la préparation du Sommet de Copenhague et de la stratégie post-Lisbonne.



 <p>Catherine ASHTON Vice-President</p> <p>HAUT-RÉPRESENTANT DE L'UNION POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA SÉCURITÉ</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Création du Service européen d'action extérieure (SEAE) • Mise en place de stratégies en Afghanistan, au Proche-Orient, et en Iran • Initiatives visant à redynamiser l'Union pour la Méditerranée (UpM) • Renforcement du partenariat avec la Russie 	<p>Une plus grande clarté apportée à la représentation extérieure de l'UE et l'établissement du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) devraient redynamiser et réorienter les politiques extérieures de l'UE. La Haute Représentante devrait proposer et mettre en œuvre plusieurs politiques et renforcer la représentation européenne au sein des établissements financiers internationaux.</p>
 <p>Viviane REDING Vice-President</p> <p>JUSTICE, DROITS FONDAMENTAUX ET CITOYENNETÉ</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition législative relative à la compétence judiciaire et à l'exécution des décisions en matière civile et commerciale • Mise en place d'un espace judiciaire européen (cadre de référence pour le droit des contrats) • Analyse des obstacles à la libre circulation des citoyens 	<p>L'ancienne Commissaire de la société de l'information et des médias sera chargée d'un portefeuille sensible, gouverné par la recherche d'un équilibre entre le respect de la vie privée et la sécurité des citoyens. Forte de son expérience de la culture du compromis, Mme Reding se penchera sur des dossiers à potentiel émotionnel fort et mobilisant les députés européens.</p>
 <p>Joaquin ALMUNIA Vice-President</p> <p>CONCURRENCE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Communication sur les aides d'Etat à l'assurance crédit-export à court terme • Revue de la politique antitrust sur les accords horizontaux : accords R&D, accords de spécialisation et Lignes directrices sur l'application de l'article 101 du Traité sur les accords de coopération horizontale 	<p>2010 sera marqué par le renouvellement de trois règlements d'exemption : dans le secteur automobile dans la R&D et pour les accords verticaux. 2010 verra également la sortie définitive des mesures de crise (aides d'Etat au secteur bancaire). De plus, avec le projet des lignes directrices sur le marché des émissions, on peut s'attendre à un tournant « vert » de la politique de la concurrence.</p>
 <p>Siim KALLAS Vice-President</p> <p>TRANSPORT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Livre Blanc sur le futur des transports • Paquet sur le transport durable (proposition législative de révision des lignes directrices du RTE-T, plan stratégique des technologies pour le transport) • Paquet sur l'« e-mobilité » (billettique intégrée pour le rail, tachographe numérique, péage électronique, etc.) 	<p>Réputé pour son libéralisme, le Commissaire estonien continuera cependant les initiatives prises par son prédécesseur, avec la parution à la fin de l'année du Livre Blanc sur le futur des transports jusqu'en 2020. La décarbonisation et la modernisation des transports annoncées dans la stratégie « UE2020 » seront également à l'agenda 2010, via une série de propositions sur le transport durable.</p>
 <p>Nellie KROES Vice-President</p> <p>STRATÉGIE NUMÉRIQUE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agenda numérique européen • Stratégie sur le haut débit et les services à large bande • Programme sur la politique du spectre • Directive sur les signatures électroniques 	<p>L'ancienne Commissaire à la concurrence sera chargée d'un portefeuille fortement tourné vers le potentiel des technologies de l'information et de communication et leurs applications dans la vie quotidienne des citoyens européens, avec en toile de fond l'amélioration de la compétitivité des entreprises européennes et la préservation de l'avancée technologique de l'Europe. Le nouvel agenda numérique faisant suite à la stratégie « i2010 » visera à exploiter les opportunités des technologies numériques et à accélérer le déploiement de l'internet à haut débit.</p>
 <p>Antonio TAJANI Vice-President</p> <p>INDUSTRIE ET ENTREPREUNARIAT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveaux objectifs pour la politique industrielle européenne • Bilan à mi-parcours du Small Business Act • Communications sur les marchés publics et les marchés en ligne 	<p>Le Commissaire aura pour grande priorité de relancer la compétitivité de l'industrie européenne en y intégrant une très forte dimension environnementale. Alors que ses priorités sont similaires à celles de son prédécesseur (M. Verheugen), les députés européens espèrent quant à eux que les engagements de M. Tajani seront concrets.</p>
 <p>Maroš ŠEĽČOVIČ</p> <p>RELATIONS INTER-INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Généralisation des études d'impact de toutes les initiatives de la Commission, actes délégués et actes d'exécution compris • Évaluation ex post préalable à la révision des actes législatifs et bilans de qualité dans 4 domaines pilotes : environnement, transport, politique industrielle, emploi et politique sociale. 	<p>Le premier semestre 2010 a vu l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, entraînant la négociation d'un nouvel accord interinstitutionnel en mars 2010 et la mise en œuvre de l'initiative citoyenne. Les études d'impact sont généralisées à toutes les initiatives. De plus, une attention particulière est accordée à l'impact social, pour montrer que la Commission agit en période de crise.</p>
 <p>Janez POTOČNIK</p> <p>ENVIRONNEMENT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle stratégie européenne post-2010 sur la biodiversité • Bilan du 6^{ème} plan d'action environnemental (2002-2012) et préparation du 7^{ème} plan 	<p>Pour la première fois, les trois portefeuilles de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique sont partagés entre trois Commissaires, ce qui va demander une collaboration intense au sein du collège des Commissaires. L'expérience de Janez Potocnik en tant que Commissaire à la recherche lui apporte cependant une grande crédibilité au sein du monde politique.</p>
 <p>Olli REHN</p> <p>AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET MONÉTAIRES</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Communication sur la représentation économique externe au FMI et à la Banque Mondiale • Règlement cadre pour l'Assistance macro-financière aux pays tiers en cas de crise 	<p>Le programme de travail 2010 reflète peu l'intensité des activités d'Olli Rehn, de nature non législative (négociations sur les dispositions pour soutenir la Grèce et le Portugal, publication du rapport de convergence). De plus, le volet extérieur de la politique économique (siège unique au FMI, coopération) représente une des priorités de 2010.</p>
 <p>Andris PIEBALGS</p> <p>DÉVELOPPEMENT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Futur du Fonds européen de Développement • Communication sur la Stratégie conjointe UE / Afrique 	<p>Alors que l'objectif de M. Piebalgs est de « <i>maintenir le rôle de l'UE de champion du monde en développement</i> », la politique européenne de développement devrait également intégrer une composante « verte ».</p>

 <p>Michel BARNIER</p> <p>MARCHÉ INTÉRIEUR & SERVICES</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réglementation sur le marché des dérivés et le short selling, révision de la Directive relative aux marchés d'instruments financiers et des directives adéquation des fonds propres (Bâle IV) • Livre blanc sur la relance du Marché Intérieur (rapport Monti) • Mesures sur le prêt et l'emprunt responsables 	<p>Habile politique et maître de ses dossiers, Michel Barnier s'est imposé comme l'un des Commissaires les plus convaincants du nouveau Collège et paraît désormais à même de mener à bien la réforme bancaire et financière post-crise et la relance du marché intérieur, les deux dossiers clés de la Commission Barroso II. Outre les développements réglementaires, Michel Barnier entend également relancer une Europe des projets industriels, comme le troisième système paneuropéen de cartes de paiement.</p>
 <p>Androulla VASSILIOU</p> <p>EDUCATION, CULTURE, MULTILINGUISME ET JEUNESSE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agenda de l'initiative « Nouvelles compétences pour de nouveaux emplois » • Communication sur la formation professionnelle • Communication sur la modernisation de l'enseignement supérieur 	<p>A la tête d'un portefeuille moins prestigieux que sous Barroso I (Santé & Protection des consommateurs), le programme de travail de Mme Vassiliou pour cette année révèle un tropisme plus marqué pour les dossiers « éducation » que pour les autres composantes de son portefeuille.</p>
 <p>Algirdas ŠEMETA</p> <p>FISCALITÉ ET UNION DOUANIÈRE, AUDIT ET LUTTE ANTI-FRAUDE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition pour un taux minimum de TVA applicable à partir de 2011 • Livre Vert sur la nouvelle stratégie TVA • Proposition législative pour une Assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés 	<p>L'initiative la plus importante de 2010 sera le livre vert sur la nouvelle stratégie TVA, qui devra tenir compte des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Les sujets fiscaux seront également intégrés à la rénovation du Marché intérieur (Initiative « Citoyens d'Abord », assiette commune). Par ailleurs, l'absence de proposition d'une Taxe sur les transactions financières, demandée par le Parlement, a été vivement critiquée par les Socialistes européens.</p>
 <p>Karel de GUCHT</p> <p>COMMERCE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conclusion de l'Accord Commercial Anti-contrefaçon (ACTA) • Stratégie en matière de politique commerciale favorisant les objectifs de l'UE-2020 • Mesures pour lutter contre les restrictions à l'exportation de matières premières par des pays tiers 	<p>L'un des dossiers les plus sensibles que le Commissaire devra gérer en 2010 sera la signature de l'ACTA. Cet accord a en effet été accusé, tant par le Contrôleur Européen de la Protection des données (EDPS) que par plusieurs députés européens, de prévoir des mesures portant atteinte aux libertés individuelles par le biais de contrôles accrus sur les personnes. Les deux autres initiatives auront un impact probablement limité.</p>
 <p>John DALLI</p> <p>SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Livre Vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits, recours collectifs • Accord avec les Etats-Unis sur la protection des consommateurs • Initiative sur la culture des OGM • Révision de la législation sur les dispositifs médicaux 	<p>Le Commissaire a confirmé sa volonté de faire appliquer les règles communautaires sur la protection des consommateurs, notamment par une surveillance des marchés et une coopération transfrontalière accrues. La culture des OGM sera en outre un sujet sensible que le Commissaire souhaite traiter dès 2010. Critiqué en début d'année pour son manque d'activisme, la balle est dans son camp.</p>
 <p>Maire GEOGHEGAN-QUINN</p> <p>RECHERCHE & INNOVATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan européen « Union pour l'innovation » • Bilan à mi-parcours du 7ème programme Cadre pour la Recherche et le Développement (PCRD) et préparation du 8ème PCRD 	<p>La principale nouveauté réside dans la gestion par un même Commissaire des deux portefeuilles de la recherche et de l'innovation. Ainsi, plus de cohérence devrait être apportée à ces politiques intimement liées alors que la politique européenne de l'innovation se trouve à un tournant. L'accent devrait encore être renforcé sur l'éco-innovation.</p>
 <p>Janusz LEWANDOWSKI</p> <p>PROGRAMMATION FINANCIÈRE & BUDGET</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition pour un nouveau cadre financier pluri annuel • Révision triennale du règlement financier et des règles de mise en œuvre 	<p>Dans le cadre du réexamen du budget, la Commission va mener de larges consultations avec les parties prenantes et au sein de ses services, notamment sur les grandes dépenses (PAC, cohésion, recherche). Sur la base de ces résultats, les propositions seront présentées en 2011.</p>
 <p>Maria DAMANAKI</p> <p>AFFAIRES MARITIMES ET PÊCHE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Paquet législatif sur la réforme de la Politique Commune de la Pêche (PCP) • Règlement sur un programme de soutien au développement de la Politique Maritime Intégrée (PMI) sur la période 2011-2013 	<p>La réforme de la PCP, première priorité de la Commissaire, sera présentée fin 2010. Des oppositions avec les orientations de la DG Commerce à ce sujet sont déjà apparues. Le volet de la politique maritime, autre portefeuille prioritaire, sera également consolidé cette année, notamment dans le cadre de la PMI et d'une communication sur la « croissance bleue ».</p>
 <p>Kristalina GEORGIEVA</p> <p>COOPÉRATION INTERNATIONALE, AIDE HUMANITAIRE ET RÉACTION EN CAS DE CRISE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Règlement portant création d'un Corps Européen d'Aide Humanitaire • Règlements créant un nouveau fonds d'aide humanitaire et renouvelant les instruments et mécanismes en faveur de la protection civile • Communication sur l'assistance humanitaire 	<p>La Commissaire Georgieva devra appuyer de tout son poids la création du Corps Européen d'Aide Humanitaire, principal chantier de son mandat. Forte de sa riche expérience au sein de la Banque Mondiale, elle dispose de toutes les compétences pour mettre en place ce service plébiscité par les députés européens, mais que ses prédécesseurs ne sont pas parvenus à créer.</p>
 <p>Günther OETTINGER</p> <p>ÉNERGIE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Communication sur la révision du plan d'action sur l'efficacité énergétique • Plan d'action pour l'énergie 2011-2020 • Feuille de route pour un système d'énergie bas carbone 	<p>C'est la durabilité mais aussi la sécurité d'approvisionnement énergétique qui importent le plus au Commissaire, et qui transparaissent dans son programme pour 2010. Comme son prédécesseur, il mettra l'accent sur les objectifs du Paquet « 20-20-20 » dans chaque initiative prise.</p>

 <p>Johannes HAHN</p> <p>POLITIQUE RÉGIONALE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Examen à mi-parcours du cadre financier pluriannuel 2007-2013 • 5e rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale • Proposition de cadre financier 2004-2020 • Communications sur le renforcement de la contribution de la politique régionale à la compétitivité de l'UE 	<p>Le Commissaire devra rouvrir des débats qui s'annoncent agités, notamment au Parlement européen, sur l'avenir de la politique régionale/de cohésion. Faut-il toujours maintenir le bénéfice de cette politique aux Régions « riches » d'Europe? Faut-il mettre fin à la hausse continue du poids de cette politique dans le budget de l'UE? Si le soutien des députés à la consolidation de la politique régionale fait peu de doutes, l'influence du Commissaire au sein du Collège sera-t-elle suffisamment importante pour éviter une vision à minima de la politique régionale?</p>
 <p>Connie HEDEGAARD</p> <p>ACTION POUR LE CLIMAT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation de l'impact pour l'UE d'une réduction de 30% des émissions de gaz à effets de serre, des mesures nécessaires pour atteindre cet objectif et des conséquences pour les industries à forte intensité énergétique • Propositions visant à intégrer l'objectif de l'atténuation du changement climatique dans l'ensemble des politiques communautaires 	<p>Pour la première fois dans l'histoire de la Commission, le climat revêt une importance transversale comme en témoigne la création d'un portefeuille dédié à l'Action Climatique.</p> <p>Au cours des prochains mois, l'action de la Commissaire en charge du Climat se concentrera pour l'essentiel sur le suivi de l'accord de Copenhague et la poursuite des discussions internationales en vue d'un accord juridique contraignant lors de la conférence de Cancun fin 2010.</p>
 <p>Štefan FÜHLE</p> <p>ELARGISSEMENT ET POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Etat des lieux annuel des négociations d'adhésion et des discussions avec les pays impliqués dans le processus de stabilisation et d'association • Etat des lieux annuel des actions menées dans le cadre de la politique de voisinage • Opinions de la Commission européenne sur la candidature du Monténégro et de l'Albanie à l'adhésion 	<p>Le Commissaire devra faire face à un exercice difficile : poursuivre l'extension des négociations d'adhésion avec les pays des Balkans. Si l'adhésion de ces pays à l'UE est perçue comme naturelle par la majorité des Etats membres à moyen terme, les appels à une pause dans le processus d'élargissement sont nombreux. Le Commissaire devra donc faire preuve d'une grande diplomatie afin de concilier les attentes des pays des Balkans et les réserves de certains Etats membres.</p>
 <p>László ANDOR</p> <p>EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES & INCLUSION</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Révision de la Directive temps de travail • Révision de la Directive relative au détachement des travailleurs • Initiative sur les retraites 	<p>Les principaux dossiers de 2010 pour M. Andor ne sont pas surprenants, puisqu'ils avaient été annoncés par son prédécesseur. Compte tenu des enjeux qu'ils représentent, ils feront sans doute l'objet d'intenses discussions et seront l'occasion pour le nouveau Commissaire de faire ses preuves, certains observateurs lui reprochant de ne pas être assez expérimenté.</p>
 <p>Cecilia MALMSTRÖM</p> <p>AFFAIRES INTÉRIEURES</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm • Propositions sur un programme de voyageurs enregistrés et un système entrée-sortie • Directives sur les conditions d'entrée et de résidence des travailleurs saisonniers et des travailleurs détachés 	<p>L'adoption des priorités pour l'Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice pour la période 2010-2015 constituera la principale action de la Commissaire Malmström en 2010. Nouveauté du nouveau Collège, le Plan d'Action devra être adopté en coordination avec le portefeuille désormais dissocié de Viviane Reding et devra garantir un équilibre entre libertés fondamentales et sécurité intérieure.</p>
 <p>Dacian CIOLOS</p> <p>AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Propositions législatives suite à la Communication de la Commission sur la Politique Agricole Commune (PAC) après 2013 • Paquet réglementaire sur la politique de qualité des produits agricoles • Propositions législatives suite à la Communication de la Commission concernant la nouvelle classification des zones agricoles à handicaps naturels 	<p>La réforme de la PAC, et la mise en place d'un nouveau budget de long terme dès 2013 constituera l'objectif principal du Commissaire Ciolos, qui dispose d'une vision radicalement différente sur ce sujet par rapport à son prédécesseur à ce poste, la libérale Mariann Fischer Boel, en particulier sur les questions budgétaires. Il souhaite une PAC rénovée afin de relever les défis de la sécurité alimentaire, de la croissance et de l'emploi dans les zones rurales.</p>

Ce document est le fruit d'un travail collectif.
Les analyses et les propos repris n'engagent que leurs auteurs.



Conseil en affaires européennes
Rue du Luxembourg, 19-21
1000 Bruxelles
Tél: +32 2 506 88 20
Fax: +32 2 506 88 25
Email: info@euralia.eu

Visitez notre site Internet!
www.euralia.eu

A propos d'Euralia...

La vocation d'Euralia est d'aider les entreprises et associations professionnelles à comprendre l'environnement politique et législatif communautaire pour anticiper les changements et être entendus sur la scène européenne.

Sa notoriété est le fruit du respect d'une stricte déontologie, de la compétence de ses consultants et de la qualité de ses relations avec les institutions communautaires.

Sa clientèle est composée d'entreprises industrielles et de services, d'organisations professionnelles, ainsi que de collectivités territoriales et d'ONG.

Euralia offre une gamme très complète de services personnalisés:

- Veille législative, réglementaire et normative;
- Représentation permanente d'intérêts;
- Communication institutionnelle et relations publiques;
- Identification et montage de projets européens;
- Formation aux affaires européennes

Euralia publie régulièrement une lettre consacrée aux Enjeux Européens qui fait le point sur les grands débats européens actuels, ainsi qu'une note consacrée aux priorités de la Présidence tournante du Conseil. Retrouver les publications d'Euralia sur www.euralia.eu